

Les subsides

suis heureux que ces députés se soient exprimés. S'ils ne l'avaient pas fait, les gens auraient pensé que tous les députés conservateurs estiment qu'il est juste de désindexer les pensions. Ce ne serait pas une bonne chose. J'aime mieux que quelques-uns soient réélus la prochaine fois; peut-être pas autant que lors de la dernière élection, mais quelques-uns.

[Français]

Maintenant, monsieur le Président, il n'y a pas seulement des députés, je le disais tantôt, qui s'opposent à ces mesures sauvages, s'attaquant aux personnes âgées et surtout à celles qui sont le plus dans le besoin. Qu'une chose soit claire, ce n'est pas quand le président de banque verra sa pension de vieillesse désindexée que cela nous dérangera, ce n'est pas quand M. Trudeau, l'ancien premier ministre, qui maintenant reçoit la pension de sécurité de la vieillesse, se verra coupé de l'indexation que cela nous dérangera, ce qui nous inquiète, c'est le cas des personnes qui reçoivent le supplément de revenu garanti, c'est-à-dire des personnes qui n'ont aucun autre revenu et qui pour la plupart se retrouvent sous le seuil de la pauvreté. C'est cela qui nous dérange et c'est cela qui dérange de plus en plus de gens à travers le pays.

Ce matin, on lisait que certains groupes s'attaquaient aux mesures du budget en ce qui concerne les personnes âgées, et les groupes comprennent le Comité d'action sur le statut de la femme, un organisme quand même respecté au pays, le Conseil national du bien-être social, l'Organisation nationale antipauvreté, le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, le Conseil canadien du développement social, tous ces organismes s'opposent aux mesures qui ont été mises de l'avant dans le budget pour réduire l'indexation des personnes dans le besoin.

Ces gens-là, et je cite ce qu'ils ont dit: «Les revenus des plus démunis et vulnérables parmi la population âgée seront réduits avec le temps.» Ils ont compris cela, eux; ils ont compris que les revenus des personnes âgées seraient réduits, et je ne peux que répéter avec le plus de sérieux ce qui peut sembler être une bravade de la part d'un parti politique qui ne comprend que 40 députés en cette Chambre, mais laissez-moi vous dire que nous n'aurons trêve de combattre que le jour où le ministre des Finances (M. Wilson) aura décidé d'apporter des changements à ce budget. Je veux que cet avis soit clair, net, sans équivoque.

[Traduction]

Nous ne jetterons pas l'éponge tant que le ministre des Finances ne fera rien pour rectifier ce que nous considérons, et que des milliers de gens considèrent eux aussi, comme une injustice des plus flagrantes. Les 40 libéraux et les 30 néo-démocrates des Communes ne seront pas les seuls à lutter, car des milliers de gens sont d'accord avec nous. Nous ne faisons que répéter ce qu'ils nous disent. Je vois que le secrétaire parlementaire fait un signe de la tête.

M. Scott (Hamilton-Wentworth): Je vous dirai ce que j'entends quant à moi.

M. Guilbault (Saint-Jacques): Peut-être bien, peut-être bien. Je voudrais aussi parler d'un autre aspect du budget. Selon la presse et différentes études effectuées sur le budget, quelque 750,000 personnes vivront dorénavant en-deça du seuil de la pauvreté à cause de la désindexation. Nous combattons

aussi contre cette mesure. Je répète que nous lutterons jusqu'au bout. Les députés du côté du gouvernement seront probablement surpris de l'énergie que nous déploierons pour gagner cette cause.

[Français]

Ce qui m'a surpris cet après-midi, lorsque j'ai écouté le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp), c'est de voir que, probablement par solidarité ministérielle, on a pu remarquer chez lui un changement d'attitude qui est surprenant. Alors que traditionnellement tous les ministres de la Santé nationale et du Bien-être social se sont faits les défenseurs des plus pauvres dans la société, des personnes âgées qui ont le supplément de revenu garanti, cet après-midi, il tenait le discours d'un ministre des Finances qui a le mandat de contrôler le déficit. C'est le discours qu'il tenait. Il était surprenant de l'entendre nous dire que pour garantir des prestations aux personnes âgées dans 15 ou 20 ans, il fallait réduire les prestations aux plus démunis aujourd'hui. Étrange!

M. Boudria: Honteux!

M. Guilbault (Saint-Jacques): Oui, honteux! «Shame», comme on le dit ici en anglais.

Autrefois, tous les ministres de la Santé nationale et du Bien-être social... et même avant le budget, lui-même était reconnu comme un défenseur, un champion des déshérités. Je suis certain qu'en raison de la solidarité ministérielle il a certaines difficultés à exprimer son point de vue clairement en public, et je le reconnais, mais j'espère et je suppose que déjà il est en communication avec le ministre des Finances afin que cette situation soit changée.

Il ne faudrait pas que nous en revenions à l'ancien système où les pensions de sécurité de la vieillesse étaient occasionnellement augmentées par le parti au pouvoir. C'était une forme de chantage, les personnes âgées ne savaient jamais si leur pension allait être augmentée. Depuis 1976, avec l'indexation, c'est un processus régulier que les personnes âgées peuvent prévoir et qui était nécessaire dans notre société, et c'est pour cela que le parti que je représente...

[Traduction]

M. Dick: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je me demandais si le leader suppléant de l'opposition officielle voulait poursuivre le débat sur cette motion, compte tenu du fait qu'il n'y a pas un seul député du parti qui l'a proposée à la Chambre.

M. Mazankowski: C'est le NPD.

M. Dick: C'est le Nouveau parti démocratique. Il n'a pas un seul député à la Chambre.

Le président suppléant (M. Charest): Ce rappel au Règlement est antiréglementaire.

M. Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, je répondrai brièvement à cela. Nous ne sommes pas là pour donner notre appui au Nouveau parti démocratique ni au parti conservateur. Nous sommes là pour aider les personnes âgées et les pauvres qui ne peuvent pas subvenir à leurs besoins. C'est tout ce que nous essayons de faire. Je me fiche pas mal de savoir qui est à la Chambre. Je sais pour quoi je me bats.